

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.63921

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

che Linie, die den Senegalesen in den Rücken fiel und nicht dazu geeignet war, den deutschen Vorwürfen zu begegnen. Lediglich die nordafrikanischen Soldaten selbst wünschten diese Unterscheidung, da sie sich von den »Schwarzen« der Mitte Afrikas unterscheiden wollten. Das Schweigen Frankreichs schadete dem internationalen Ansehen, Meinungsverschiedenheiten zwischen Außen- und Kriegsministerium und der schubweise Abzug immer neuer Kontingente aus dem Rheinland verbesserten die Situation nicht. Le Naours Hauptthese: Frankreich hat seine Kolonialsoldaten am Rhein nicht aus militärischer Notwendigkeit heraus eingesetzt, sondern um Deutschland das Ausmaß seiner Niederlage vor Augen zu führen. Die Siegermacht setzte sich damit selbst ins Unrecht und verlor ihre moralische Überlegenheit. Den Einsatz der afrikanischen Soldaten wertet er als Beitrag zur Destabilisierung der Weimarer Republik.

Eindrucksvoll belegt er diese These, indem er zeigt, wie selbstverständlich sich das Thema »Schwarze Schmach« in den Rassenhaß der Nationalsozialisten integrierte und gedanklich mit dem Antisemitismus verbunden wurde. In den ersten Stunden nach dem Abzug der letzten alliierten Truppen 1930 aus dem Rheinland kam es zu Repressalien gegen Frauen, die Beziehungen zu afrikanischen Soldaten gehabt hatten, und bereits im April 1933 forderte Hermann Göring eine genaue Statistik über die »Rheinlandbastarde« ein. Mit dem Kriegsausbruch von 1939 wurde eine offizielle Propaganda gegen die Soldaten aus den Kolonien lanciert, die sich ohne die Vorgeschichte der Rheinlandbesetzung nicht hätte etablieren können und 1940 in Massakern an Kriegsgefangenen in Frankreich mündete. Nach Kriegsende lebte die *honte noire* während der Besetzung Deutschlands nicht wieder auf. Kompromittiert durch die Propaganda der Nationalsozialisten und wirkungslos angesichts der beispiellosen Schrecken des Dritten Reiches landete sie im »Mülleimer der Geschichte« (S. 249).

Le Naour hat ein interessantes Buch geschrieben, das in vielen Punkten über den bisherigen Forschungsstand hinausgeht und dessen Bedeutung vor allem in der Einordnung des Themas »Schwarze Schmach« in die Geschichte der Zwischenkriegszeit liegt. Rezensionen in der französischen Presse haben überwiegend die Kontinuität der deutschen Vorwürfe gegen die Kolonialsoldaten zwischen 1920 und 1940 in den Mittelpunkt gestellt und die Agitation gegen die *honte noire* zu einem Thema der Nationalsozialisten gemacht. Ebenfalls wichtig ist aber die Erkenntnis, daß die Kampagne nur ein Teil jener emotional geladenen politischen Auseinandersetzung zwischen Deutschland und Frankreich war, die den Krieg nach Versailles nicht enden ließ und auch durch das Vorgehen der Franzosen bei der Rheinlandbesetzung die positive Entwicklung der Weimarer Demokratie behinderte.

Anna-Monika LAUTER, Düsseldorf

Hermann SCHREYER, Die zentralen Archive Rußlands und der Sowjetunion von 1917 bis zur Gegenwart, Düsseldorf (Droste) 2003, IX-302 p. (Schriften des Bundesarchivs, 60).

L'ouvrage de Schreyer devrait être lu par tous les chercheurs qui s'intéressent aux fonds d'archives russes, anciens ou nouveaux. Il se lit comme un roman policier: la situation des archives de la Fédération de Russie au début du XXI<sup>e</sup> siècle s'y déchiffre progressivement à la lumière des péripéties vécues par cette institution depuis 1917. Tous ceux qui, après la fin de l'URSS, attendaient avec impatience l'ouverture des fonds ont été confrontés à une situation extrêmement complexe, déroutante même par son évolution syncopée. Voilà un guide précieux pour comprendre la nature du dédale et éventuellement permettre à l'utilisateur de s'y retrouver.

Cette complexité est celle du XX<sup>e</sup> siècle soviétique, visionné sous l'angle du sort réservé aux documents, témoins d'événements dont la trace gênait. Un livre terrible donc, puisqu'il s'agit de la mémoire commune à la population d'un pays, qui pendant sept décennies a tan-

tôt été falsifiée, tantôt supprimée, et dans tous les cas réorganisée à l'aune des besoins du pouvoir.

L'état des lieux dressé à la révolution d'octobre, après un bilan positif pour les idées développées sous le gouvernement provisoire, aboutit au décret de Lénine du 1<sup>er</sup> juin 1918 qui, en huit articles, crée une organisation centralisée des archives de la Russie sur le modèle hérité de la Révolution française. Si ce décret gardera une valeur de dogme, dans la réalité, il sera peu à peu vidé de sa substance et réduit à l'état de référence obligée. En effet, deux étapes suivantes aboutiront au rattachement de l'administration des archives au ministère de l'Intérieur, puis au KGB. Sous cette tutelle, des fonds ont été sortis de leur contexte pour figurer dans des ensembles confortant la vision politique du moment. D'autre part, dès la seconde moitié des années 1920, les fonds ont été utilisés comme pièces à conviction contre les personnes ou les groupes à éliminer, en vue de procès aux conséquences tragiques.

En ce sens, les archivistes, gardiens du secret ont payé un lourd tribut. Par delà le discrédit qui s'est attaché à la profession, des générations d'archivistes se sont relayées pour conserver ce reliquaire, de purge en purge, pour finir, en exil, au Goulag ou de mort violente. Tous n'ont pas eu l'héroïsme de Riazanov, qui au début des années 1930 avait osé s'élever contre Staline. La délation des collègues ennemis du peuple fut souvent la règle. À chaque purge, la part des professionnels, formés à l'ancienne, rétrécissant en peau de chagrin pour laisser la place à de nouveaux venus, choisis pour leur activisme. Ceci explique en particulier d'énormes pertes en documents à l'occasion de campagnes destinées à fournir de la matière première recyclable aux industries du papier. La subtilisation de pièces, les destructions causées par la guerre et les conditions matérielles très primitives de conservation ont fait le reste.

Corollaire de ces péripéties et de la mainmise des organes de sécurité sur l'administration des archives, la tradition du secret s'est imposée, d'en haut, pour prévenir toute altération à la version imposée de l'histoire, à l'autre bout de la chaîne, par le souci d'éviter toute possibilité de rappel à l'ordre. De même, les étapes successives permettent de comprendre la localisation actuelle des divers fonds, qui ont souvent été séparés de leur corps d'origine. Tel est le cas pour le partage des fonds restés à Saint-Petersbourg et ceux qui se sont agglomérés aux archives moscovites en des fusions maintes fois revues. À plus forte raison, la distinction entre les fonds à régime particulier, comme l'ont été ceux du PC et du CC, puis les papiers dits présidentiels, auxquels sont rattachés les fonds spéciaux étrangers, tous restés fermés jusqu'à la *Perestroïka*.

L'ouverture des anciennes archives de l'URSS, dont a hérité la Fédération de Russie, se situe vers 1987. Néanmoins, ce n'est qu'en 1992 que confirmation officielle fut donnée des protocoles additionnels au pacte germano-soviétique ainsi que du massacre de Katyn, après la «désécretisation» des documents correspondants. Depuis, l'accès aux fonds a été rétréci en fonction de problèmes matériels et politiques.

L'auteur, responsable des archives de la RDA aux Archives fédérales souligne les retombées de la politique soviétique des archives sur celles des pays frères. Il analyse avec précision le sort des fonds d'origine allemande saisis pendant la guerre. Celui des archives françaises confisquées par l'Allemagne est évoqué à travers le débat auquel il a donné lieu à la Douma et leur fermeture qui a suivi. Ces dernières années, une stabilisation et l'alignement sur les normes internationales semble s'imposer. La liste des fonds ne devrait plus varier. Elle est des plus utiles, comme le sont tous les autres outils de recherche dont la limpidité et la précision égalent celle du texte. On souhaiterait évidemment une mise à jour, à l'occasion d'une réédition ou, pourquoi pas, de la publication d'une traduction en français.

Anne HOGENHUIS, Paris